

# Commune de SAINT TRIVIER DE COURTES

DÉPARTEMENT DE L'AIN

## MODIFICATION N°2

Conformément à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme



### 1 - Additif au rapport de présentation

31 juillet 2018

<b>PLU approuvé le 21 mars 2007</b>
<b>Révision simplifiée N°1 approuvée le 16 décembre 2009</b>
<b>Modification N°1 approuvée le 16 décembre 2009</b>
<b>Révision simplifiée N°2 approuvée le 27 juillet 2012</b>
<b>Révision simplifiée N°2 approuvée le 27 juillet 2012</b>
<b>Modification simplifiée N°2 , 3 et 4 approuvées le 11 avril 2014</b>
<b>Modification simplifiée N°5 approuvée le 24 avril 2015</b>

Vu pour être annexé à la délibération approuvant la modification N°2 en date du	Le Maire,
---	-----------





# **SOMMAIRE**

<b>CONTEXTE REGLEMENTAIRE</b>	<b>1</b>
<b>PRESENTATION GENERALE</b>	<b>2</b>
<b>ADAPTATION DU SECTEUR NA</b>	<b>4</b>
<b>INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>9</b>



## Contexte réglementaire

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la **commune de Saint Trivier de Courtes** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa modification, conformément aux dispositions de l'article 153-31 du Code de l'Urbanisme.

### **Article L153-41 :**

*« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :*

*1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*

*2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*

*3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.»*

### **Article L153-47 :**

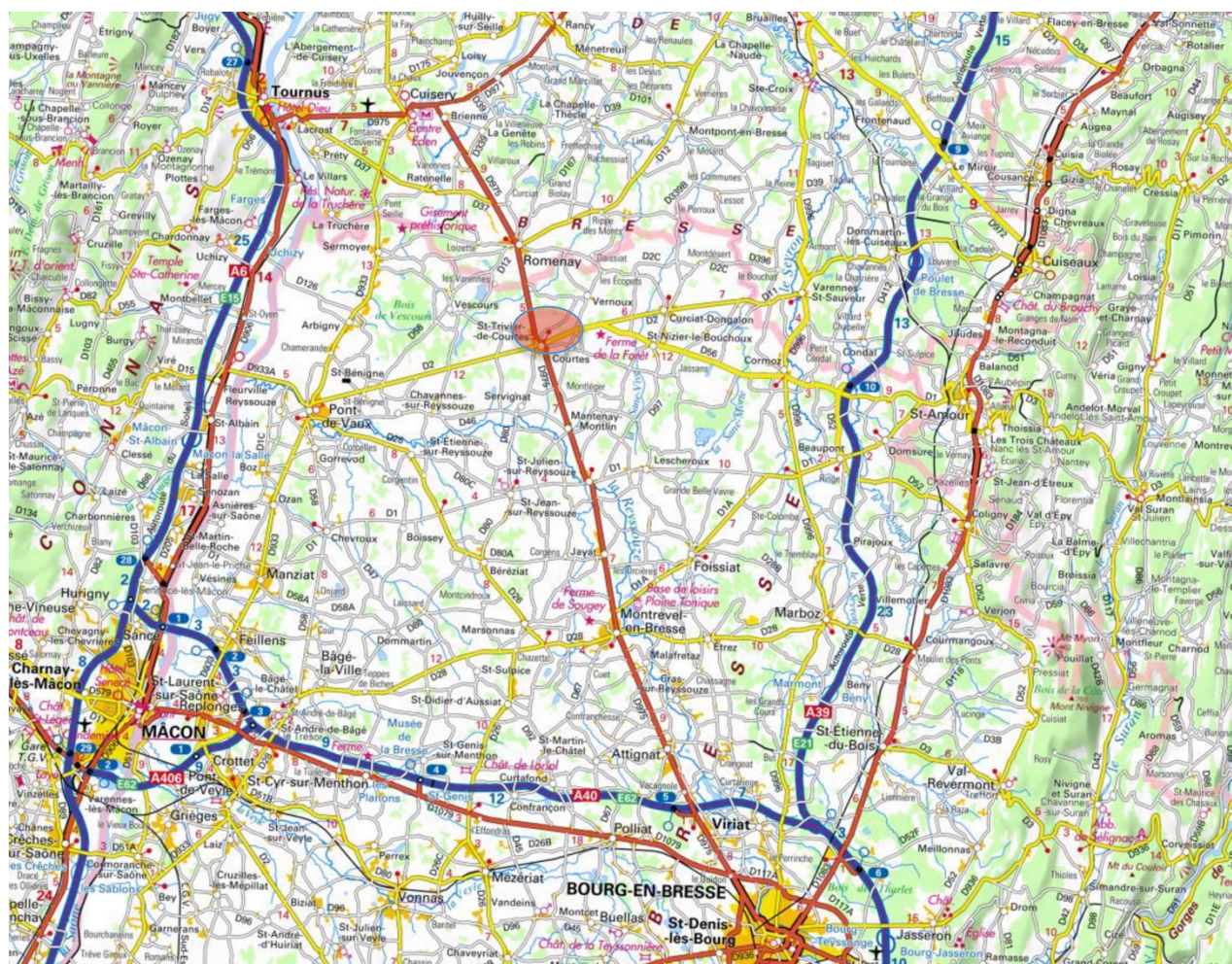
*« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. »*



## Présentation générale

### La situation

La commune de **Saint Trivier de Courtes** appartient au département de l'Ain et est située à une trentaine de kilomètres au Nord-Ouest de Bourg-en-Bresse et, à peu près, à même distance de Macon.



Source Géoportail

**Saint Trivier de Courtes** est historiquement un bourg centre d'une superficie d'environ 1653 hectares, avec une population de 1097 habitants (Insee 2015).

Elle appartient à la Communauté de Communes du Bassin de Bourg en Bresse (CA3B).

La commune souhaite faire évoluer son Plan Local d'urbanisme afin de permettre à une activité de garage de se développer sur son site actuel.

### Historique du document d'urbanisme de la commune

La commune de **Saint Trivier de Courtes** a approuvé la révision de son Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal le 21 mars 2003. Ce PLU a connu depuis 3 révisions simplifiées et cinq modifications.

## **Les raisons de la modification**

---

**Les corrections envisagées** portent sur les points suivants :

- Adaptation du règlement de la zone **N** au niveau des secteurs Na afin de mieux prendre en compte l'existence de bâtiments à usage d'activité dans ces secteurs.
- Adaptation du dessin du secteur **Na** autour du bâtiment de garage existant au lieu dit « La Servette ».



## Adaptation du secteur Na

### Développement d'une activité existante en zone Naturelle

Les établissements Gauthier (garage de machines agricoles) sont installés dans un bâtiment implanté sur une parcelle appartenant à la commune et située le long de la RD 975 (route de Chalon).



Source Géoportail

Le garage est actuellement constitué d'un bâtiment métallique de trois travées (9\*18) qui constituent la partie atelier et d'un bâtiment maçonné qui vient sur le devant et où se trouvent le magasin et les bureaux. S'y ajoute un auvent devant le magasin.



Photo Atelier du Triangle

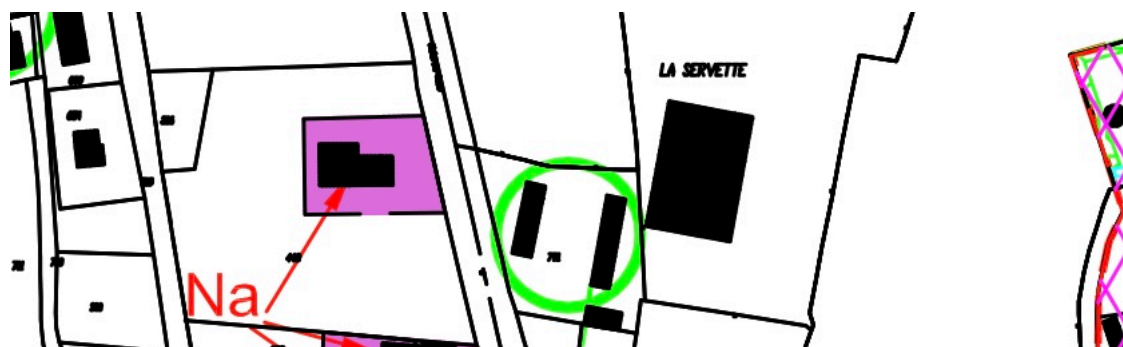
L'ensemble représente une emprise au sol d'environ 510 m<sup>2</sup>, dont 70 m<sup>2</sup> d'auvent ; sur une parcelle d'une superficie globale d'environ 3600 m<sup>2</sup>.



Source Géoportail

Du fait d'un développement de son activité, l'entreprise souhaite pouvoir agrandir son atelier vers le Nord en y ajoutant deux travées supplémentaires (soit environ 320 m<sup>2</sup> pour deux travées de 9\*18). Cela permettra, à la fois d'accroître l'activité et de proposer un meilleur espace de travail pour les mécaniciens.

Le bâtiment est actuellement classé en secteur **Na** de la zone Naturelle du PLU.



Source PLU de Saint Trivier de Courtes

L'extension envisagée rencontre deux difficultés réglementaires :

### 1°/ le règlement de **Na** ne permet pas d'agrandir le bâtiment

L'article 2 du règlement de la zone **N** indique que l'on ne peut en **Na** autoriser que :

*« L'extension mesurée des constructions existantes dans la limite de 30% de la SHON existante et de 250 m<sup>2</sup> de SHON aménagement et extension inclus »*

Cela implique que les bâtiments de plus de 250 m<sup>2</sup> de SHON ne peuvent connaître aucune extension. Or, le bâtiment à agrandir présente une SHON d'environ 440 m<sup>2</sup>...

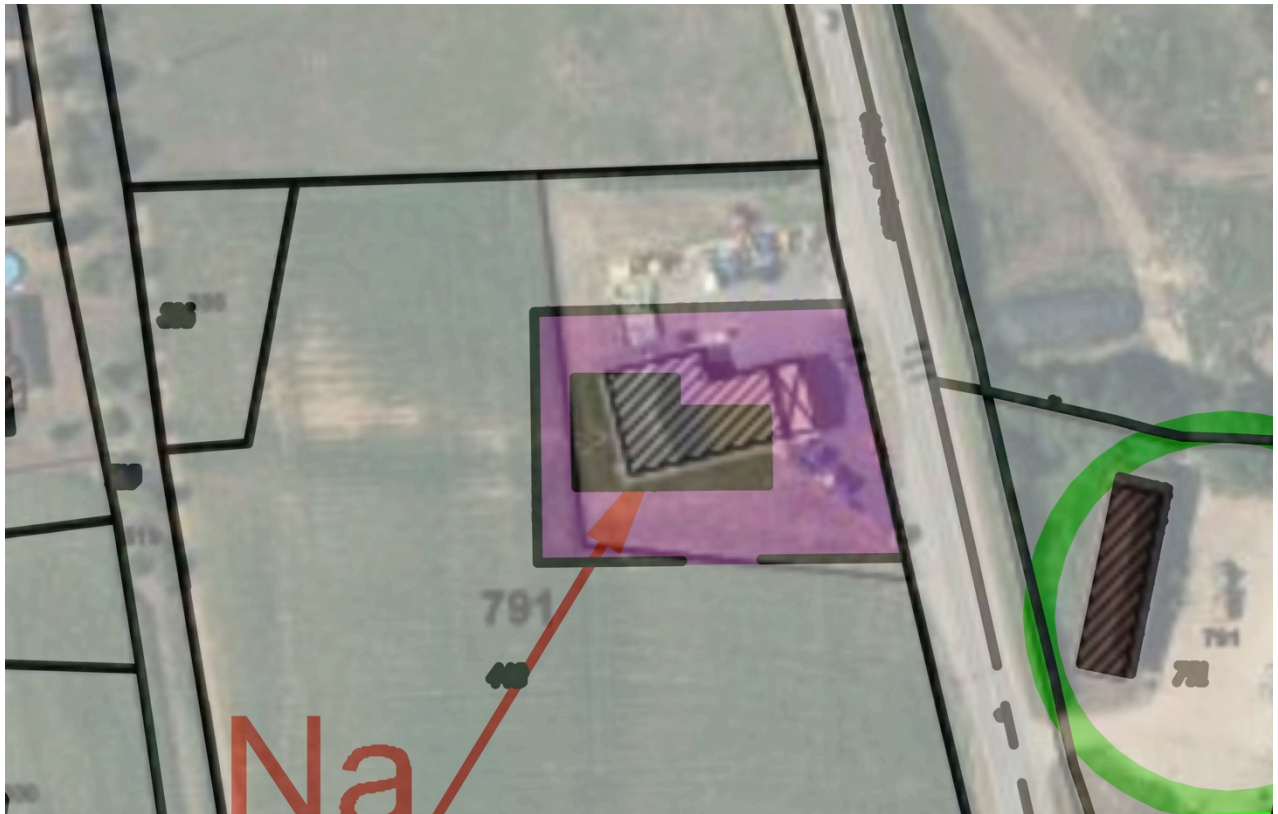
### 2°/ le dessin du secteur **Na** ne correspond pas à la parcelle utilisée

Le dessin actuel du plan de zonage tant pour la parcelle que pour l'implantation du bâtiment ne correspond pas à la réalité de la construction.



Ce dessin du secteur **Na** ne permettrait donc pas l'agrandissement du bâtiment sans en dépasser la limite : or une implantation de bâtiment à usage d'activité en zone agricole est strictement interdit s'il n'est pas agricole.

De plus, comme on le voit sur l'image ci-dessous qui superpose la photo aérienne et le plan de zonage, la zone **Na** est dessinée en partie sur des espaces agricoles qui n'ont pas vocation à être aménagés.



Montage Atelier du Triangle

Il apparaît donc nécessaire de faire évoluer le PLU sur ces deux points.

### **Evolution du règlement du secteur Na de la zone N**

L'article 2 du règlement de la zone **N** indique que l'on ne peut en **Na** autoriser que :

*« L'extension mesurée des constructions existantes dans la limite de 30% de la SHON existante et de 250 m<sup>2</sup> de SHON aménagement et extension inclus »*

Cette règle rédigée pour le secteur **Na** est construite par rapport à la question du logement : il s'agit en fait d'empêcher l'extension pour du logement d'un ancien grand bâtiment agricole... C'est pourquoi elle interdit l'extension pour des bâtiments dont la SHON est déjà au delà de 250 m<sup>2</sup>.

Cette règle qui apparaît juste pour traiter de la question du développement pour le logement dans les zones naturelles a toutefois le défaut de ne pas prendre en compte la question des bâtiments d'activité pouvant exister en zone naturelle. Comme le montre la demande du garage Gauthier, cette règle interdit, de fait, l'évolution de tout bâtiment d'activité en zone naturelle ce qui n'était pas la volonté de la commune qui souhaite

pouvoir pérenniser les activités existantes sans pour autant encourager les implantations d'activités nouvelles.

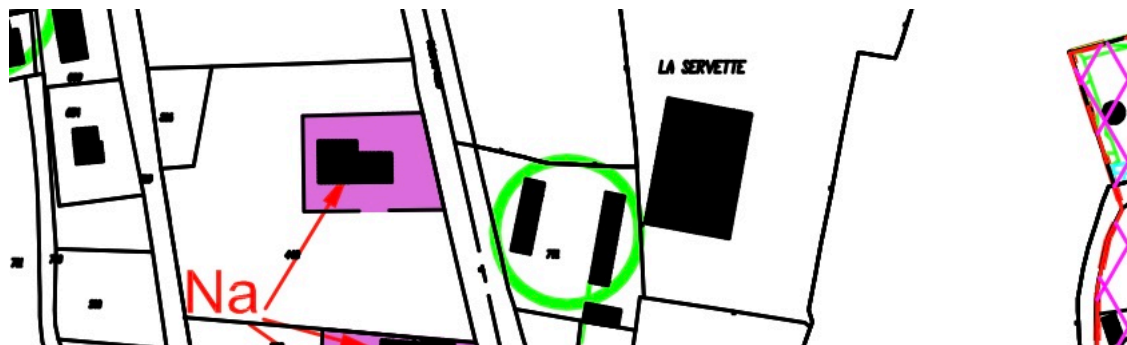
Il est donc logique de faire évoluer le règlement de la zone **N** pour prendre en compte ces cas en autorisant une **extension** des bâtiments existant (ce qui évite la création de nouveaux bâtiments d'activité en zone N) **sans changement de destination** en leur laissant une marge de manœuvre raisonnable par rapport à l'existant. Il est donc proposé d'ajouter à l'article 2 de la zone **N** le paragraphe suivant :

*« Dans le secteur Na, dans le cas de bâtiment à usage d'activité industrielle ou artisanale, l'extension des constructions existantes sans changement de destination est autorisée dans la limite de 75% de l'emprise au sol existante. »*

S'agissant de bâtiments à usage d'activité, il est proposé de s'appuyer sur la notion d'**'emprise au sol** qui est plus adapté que la notion de SHON (devenu aujourd'hui : surface de plancher) qui vise là encore plutôt la question de la création de logement.

### Evolution du dessin du secteur Na au lieu-dit « La Servette »

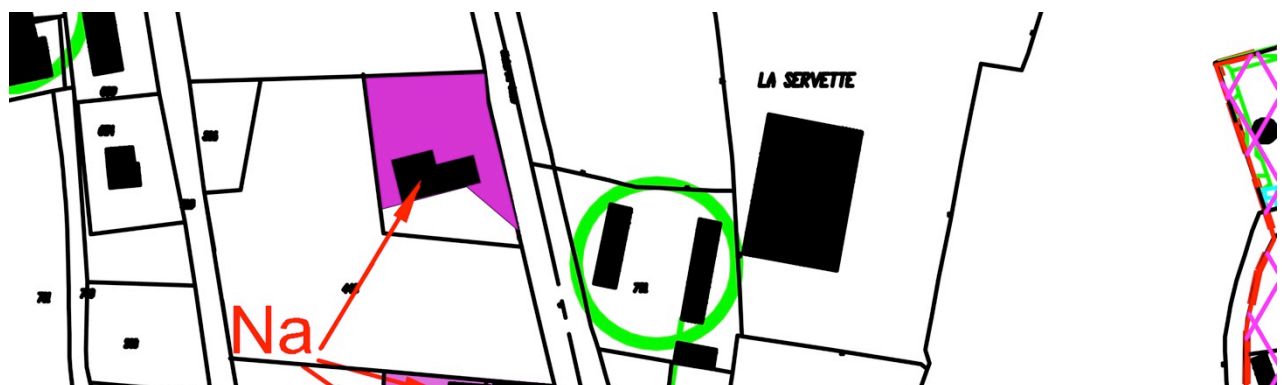
Le bâtiment est actuellement classé en secteur **Na** de la zone Naturelle du PLU.



Source PLU de Saint Trivier de Courtes

La superficie du secteur **Na** est de 2600 m<sup>2</sup>.

Le nouveau dessin proposé pour la zone **Na** cherche à être plus proche de la réalité de l'aménagement de la parcelle actuellement occupé par l'activité. Il sera :



Le dessin du cadastre est aussi repris pour correspondre à l'implantation actuelle du bâtiment.

## Justification de la procédure de modification

---

Ces évolutions pourront se faire dans le cadre d'une procédure de **modification de droit commun** (avec enquête publique) puisque :

- Elle ne change pas les orientations définies par le PADD

*La modification a pour objectif de permettre la préservation des activités existantes sur la commune et en particulier de permettre le développement du garage Gauthier dans le cadre de : « La gestion du bâti existant diffus qui n'a pas ou plus de rapport avec le secteur agricole. »*

- Elle ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière

*Le secteur **Na** au lieu-dit « La Servette » de la zone **N** est simplement redessiné pour correspondre à la réalité du terrain. Sa superficie reste inchangée à environ 2 600 m<sup>2</sup>.*

- Elle ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

*La modification ne change pas profondément les possibilités d'évolution dans la zone naturelle. Son incidence sur l'environnement est étudié au chapitre suivant.*

- Elle n'ouvre pas à l'urbanisation une zone AU.

Toutefois, une enquête publique sera nécessaire dans la mesure où l'on augment de plus de 20% les droits à construire.

Sont aussi obligatoires :

- Une demande au « cas par cas » pour savoir si une évaluation environnementale est obligatoire
- une demande d'avis de la CDPENAF sur l'évolution du règlement du secteur **Na**.

## Incidences du projet sur l'environnement

### 1° Les zones réglementaires et d'inventaires et biodiversité

#### **Les ZNIEFF**

Il n'y a aucune ZNIEFF sur le territoire de la commune de Saint Trivier de Courtes. Les ZNIEFF les plus proches sont deux ZNIEFF de type 1 liées à la présence d'étangs sur la commune de Vescours à environ 2,5 km. du secteur Na touché par la modification.

#### **Les Zones Natura 2000**

Il n'y a pas de site Natura 2000 sur la commune.

La zone Natura 2000 la plus proche (soit environ 8 km. à l'Ouest) est celle du val de Saône.

### 2° Incidences du projet de modification de PLU sur l'environnement

#### **Les incidences du PLU sur la consommation d'espace**

La modification N°2 du PLU ne modifie en rien les surfaces des différentes zones et la surface du secteur **Na** redessiné est inchangée.

Il n'y a donc pas d'incidence de la modification sur ce point.

#### **Les incidences du PLU sur le paysage**

De manière générale le projet n'affectera pas notablement les paysages puisqu'il ne permet que l'extension de bâtiments déjà existant.

Toutefois, il convient de rappeler que Saint Trivier de Courtes présente un patrimoine architectural et urbain remarquable. Le territoire compte cinq bâtiments inscrits ou classés au titre des monuments historiques (l'église et quatre fermes).

On notera toutefois que le secteur Na redessiné est éloigné du centre bourg à forte valeur patrimoniale, mais qu'il se trouve à proximité de la ferme de la Servette, inscrite à l'inventaire des monuments historiques pour sa toiture et sa cheminée sarrazine depuis 1944.



*Photo Atelier du Triangle*



Un peu en contrebas et de l'autre côté de la RD975, les deux bâtiments se jugent peu ensemble.



Comme le montre la photo ci-dessous :



De plus le nouveau dessin de la zone prévoit un développement possible du bâtiment uniquement vers le Nord de la parcelle, donc en s'éloignant de la ferme...

De ce point de vue l'incidence de la modification sur le paysage est plutôt positive au regard du dessin actuel du secteur Na qui autoriserait une extension vers le Sud.

### **Les incidences du PLU sur les milieux naturels**

De manière générale le projet n'affectera pas notablement les milieux naturels puisqu'il ne permet que l'extension de bâtiments déjà existant.

Les incidences sur les milieux naturels peuvent être liées plus particulièrement au traitement des eaux usées (et les systèmes d'assainissement autonome sont contrôlés par



le SPANC) ou des eaux pluviales (pour cela le règlement actuel prévoit « *L'évacuation des eaux pluviales doit, si nécessaire être assortie d'un prétraitement* »)

#### **Les incidences du PLU sur la ressource en eau**

La modification ne change pas les possibilités d'évolutions de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas d'incidence sur la ressource en eau.

#### **Les incidences du PLU sur l'assainissement**

La modification concerne l'extension de bâtiments existants situés en zone naturelle et donc disposant déjà d'un assainissement autonome.

L'incidence de la modification sur ce point est donc très limitée.

#### **Les incidences du PLU sur l'énergie et le climat**

La modification ne change pas les possibilités d'évolutions de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas d'incidence sur la question de l'énergie et le climat.

#### **Les incidences du PLU sur les pollutions et nuisances :**

La modification ne change pas les possibilités d'évolutions de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas d'incidence sur la question des pollutions et des nuisances.

#### **Les incidences du PLU sur les risques**

On peut noter que la parcelle déclassée de la zone U1c est en partie touchée par une zone inconstructible du fait des risques de ruissellement. En ce sens l'incidence de la modification est plutôt positive.

#### **EN CONCLUSION**

Le projet n'a sur l'environnement que des incidences très limitées, comme indiqué ci-dessus.